

Jérôme Heurtaux

Maître de conférences
à l'Université Paris-Dauphine

LE MUR DE BERLIN EST-IL VRAIMENT TOMBÉ? LES MÉMOIRES CONTRASTÉES DE 1989 À L'OUEST ET L'EST DE L'EUROPE

Czy mur berliński faktycznie upadł? Sprzeczne wspomnienia roku 1989 w Zachodniej i Wschodniej Europie

Did Berlin Wall Actually Fall? Contradictory Memories of 1989 in Western and Eastern Europe

Słowa kluczowe: 1989, pamięć, upamiętnienie, upolitycznienie, postkomunizm, Unia Europejska, Polska.

Key words: 1989, memory, commemoration, politicization, postcommunism, European union, Poland.

Streszczenie

Rozpad reżimów komunistycznych w Europie Środkowo-Wschodniej stał się nowym problemem w europejskiej pamięci zbiorowej. Świętowanie dwudziestej rocznicy przełomowego dla historii Europy wydarzenia doprowadziło do różnorodności form upamiętniania oraz wielości dyskursów, a co za tym idzie – odsłoniło znaczące różnice w postrzeganiu roku 1989. Artykuł analizuje obchody organizowane w zachodniej części Unii Europejskiej oraz różne sposoby odnoszenia się do przeszłości w Europie Wschodniej, głównie w Polsce. Według autora, pamięć zbiorowa o roku 1989 jest daleka od osiągnięcia konsensusu:

Abstract

The breakdown of communist regimes in East-Central Europe has become a new issue of collective memory in Europe. Yet, the celebrations of the twentieth anniversary of this crucial event for European history, have led to a diversity of commemorations and a plurality of discourses, revealing deep differences of interpretations of 1989. This article analyses the commemorations organized in the western part of European union and also the different modes of connections to the past within Eastern Europe, especially in Poland. The author argues that the collective memory of 1989 is far from being consensual: it appears to be polyphonic and,

wydaje się być wielogłosowa i – jak w przypadku Polski – staje się przedmiotem intensywnego upolitycznienia. Podczas gdy w krajach Europy Zachodniej pamięć zbiorowa służy promocji wartości Unii Europejskiej, na Wschodzie pozostaje ona elementem codziennej rywalizacji politycznej.

in such cases as in Poland, memory is an object of intensive politicization. Whereas in Western European countries, it is only an issue of collective memory, serving as a promotion for European Union values, in the East, it is an issue of everyday political competition.

Introduction

Un même «événement historique», considéré a posteriori comme d'une importance majeure pour le devenir d'une société donnée, peut prêter à des lectures contrastées de part et d'autre de celle-ci. Les célébrations, en 2009, de l'effondrement des régimes communistes d'Europe centrale et orientale vingt ans plus tôt, sont de ce point de vue un cas d'espèce. Loin de donner lieu à une célébration d'anniversaire homogène sur l'ensemble du continent européen, elles ont plutôt été le siège d'une commémoration polyphonique, fortement contrastée d'un pays à l'autre, comme à l'intérieur même de certains pays. De fortes variations ont pu être constatées, au niveau de l'intensité commémorative, de son degré d'homogénéité dans chaque pays, du mode opératoire et, surtout, des significations attribuées à l'événement célébré. Au-delà de ces différences significatives, les critères de différenciation se rejoignent en un seul: celui du degré et de la nature de la politisation de l'anniversaire de 1989. Si, dans un cas, 1989 appartient à l'histoire passée, figée dans une mémoire officielle désormais inscrite dans le corpus mémoriel de l'Union européenne, 1989 est, dans un autre, en particulier à l'Est, l'objet d'une mémoire vive, d'autant plus vivace qu'elle est un enjeu de la compétition politique. Dans un cas, 1989 n'est qu'un enjeu de mémoire, au service d'une lecture politique consensuelle du passé; dans l'autre, c'est la mémoire elle-même qui est un enjeu du présent et une modalité des luttes politiques. Ce contraste saisissant invite à une analyse des usages politiques et sociaux du passé particulièrement attentive aux contextes politiques et nationaux.

Pour rendre compte de cette mémoire éclatée de 1989 à l'échelle du continent européen, je propose, dans cet article à vocation de synthèse, un jeu d'échelle, me conduisant à raisonner à deux niveaux. Dans un premier temps, il s'agira de décrypter, par un saisissant jeu de miroir, la «mémoire officielle» ouest-européenne en regard des mémoires plurielles de l'Est européen. Avant, dans un second temps, de développer le cas Polonais, emblématique s'il en est, d'une politisation très poussée du passé.

1. L'anniversaire vu d'Ouest et d'Est¹

Dans le petit film officiel de la Commission européenne diffusé à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute des régimes communistes en 1989 en Europe, une jeune femme qu'on devine ressortissante de l'un des «pays de l'Est» (qui n'est pas identifié), met au monde un garçon dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989: la mère accouche devant l'écran de télévision de sa chambre d'hôpital qui retransmet en direct la chute du Mur². Le film retrace ensuite le parcours de cet enfant qui entre en adolescence en 2004 (quand son pays rejoint l'Union Européenne) et devient adulte en 2009 (au moment où, semble-t-il, la démocratisation est considérée comme achevée et la démocratie libérale consolidée). L'image est belle: la chute du Mur annonce le retour de la liberté dans le bloc soviétique, la parabole de la naissance suggérant le passage de l'obscurité totalitaire à la lumière démocratique. L'Union européenne, ensuite, éduque ses enfants encore gauches et immatures avant de les accepter dans son giron et de leur accorder enfin, pour leur vingtième anniversaire, un *satisfecit* mérité.

On ne peut mieux illustrer les apories charmantes d'un discours rétrospectif qui rabat l'ensemble des événements depuis 1989 à leur supposée finalité: l'affirmation d'une Europe unie autour de valeurs et d'une histoire communes. En 2009, l'Europe est à la fête et ce sont ses propres valeurs qu'elle célèbre unanimement. Mais cette histoire naturelle est fondée sur l'occultation de la pluralité des représentations et de la diversité des «mémoires» (officielles ou non) de «l'événement» 1989 lui-même, en particulier dans les pays de l'Est de l'Europe.

Le caractère grandiose du vingtième anniversaire, à l'initiative conjointe des dirigeants politiques et des médias, relayé par les acteurs de la «société civile», ne garantissait pas, il est vrai, une vision juste et mesurée de 1989 et annonçait par son existence une confusion inévitable entre histoire et mémoire. On ne savait plus d'ailleurs très bien si c'était 1989 «l'événement monstre»³ ou bien son vingtième anniversaire célébré à Berlin, Paris et dans les principales capitales européennes. Il n'y a rien d'exceptionnel, bien sûr, à célébrer avec faste un événement majeur de l'histoire contemporaine: «l'exhibitionnisme événementiel»⁴ que constatait Pierre Nora dans les années 1970 est désormais entré dans les moeurs politiques et culturelles. Un anniversaire chasse l'autre: après 2008 et les anniversaires de 1918 et 1968, 2009 et la célébration de 1989 et de la chute

¹ Cette première partie est la version condensée et remaniée de mon article: J. Heurtaux, *Retour sur les célébrations de la fin du communisme*, «Savoir/agir» mars 2010, n° 11.

² *Vingtième anniversaire du changement démocratique en Europe centrale et orientale*, [online] <http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/archives/2009>.

³ P. Nora, *L'événement monstre*, «Communications» 1972, vol. 18, n°1.

⁴ P. Nora, *Le retour de l'événement*, (in:) J-P. Le Goff, P. Nora (dir.), *Faire de l'histoire*, vol. I: *Nouveaux problèmes*, Gallimard, Paris 1974.

des régimes communistes en Europe. Il n'y a néanmoins rien d'évident à ce que 1989 ait fait l'objet d'un tel déploiement de célébrations. Que signifie cette poussée commémorative dont a bénéficié le vingtième anniversaire de l'effondrement du communisme Est-européen entre l'été et l'hiver de l'an dernier? Pourquoi son point culminant a-t-il été, en France et en Allemagne, l'anniversaire de la chute du Mur le 9 novembre à Berlin?

Un «cadrage» exemplaire

L'examen du «cadrage» politico-médiatique de l'événement est en soi une forme de réponse. Malgré leur diversité, les discours prononcés par les dirigeants des pays d'Europe de l'Ouest autour du 9 novembre et les commentaires journalistiques ont formé un socle mémoriel niant en partie la vérité historique et la pluralité des expériences réelles de 1989, notamment à l'Est de l'Europe⁵. La complexité des événements de 1989, leur caractère imprévisible et contingent, la dimension à la fois nationale et transnationale du processus de changement de régime, ont été rabattus sur un seul épisode, celui de la chute du Mur de Berlin, présenté soit comme l'aboutissement d'un processus déjà entamé, soit comme l'origine de ce dernier.

La première version affleurerait dans la scénographie de l'anniversaire du 9 novembre à Berlin, le premier des dominos géants qui symbolisaient l'ancien Mur étant poussé par Lech Wałęsa pour souligner le rôle précurseur de la Pologne dans l'effondrement du communisme, avec les grandes grèves de la Baltique en août 1980. C'est aussi cette approche qu'a retenu le gouvernement polonais en choisissant de ramasser sous le même intitulé, «Tout a commencé en Pologne», l'ensemble des célébrations officielles organisées en Pologne en 2009 pour commémorer 1989 et... le début de la Seconde Guerre mondiale en 1939⁶.

La seconde version de la chute du Mur, la plus éloignée de la réalité historique, nulle surprise de la trouver dans le discours berlinois de Nicolas Sarkozy, qui, s'adressant aux Allemands, affirma sans sourciller que «ce mur, vous l'avez abattu et à partir de ce jour des pays asservis, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne se sont libérés, libérés de la tyrannie»⁷.

Dans les deux cas, la centralité de «l'événement-chute du Mur» était évidente, centralité qu'on retrouvait dans la presse, notamment dans les hebdomadaires (*le Point*, *l'Express*, *Télérama*, etc.) et quotidiens généralistes français (*le Monde*,

⁵ Pour plus de détails, cf. J. Heurtaux, C. Pellen (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2009.

⁶ Rappelons que celle-ci «commence» en effet par l'invasion de la Pologne le 1er septembre 1939.

⁷ Source: [online] <<http://www.elysee.fr>>.

le Figaro) qui publiaient tous ou presque un numéro spécial consacré à Berlin. La chute du Mur était comme cette «image-souvenir» dont parlait Henri Bergson à propos de la mémoire passive, spontanée, d'un événement passé⁸: on a voulu faire comme si l'image collective d'un même événement (c'est-à-dire sa représentation iconographique), érigée en métonymie de la fin du communisme dans son ensemble, s'était spontanément imposée à tous dans l'instant, sans voir que ce souvenir est aussi le produit d'une mémoire active, motrice, apprise. Une mémoire collective, surtout si elle est officielle, c'est-à-dire impersonnelle, n'est jamais la moyenne ou l'épure de l'ensemble des mémoires individuelles. Or si la mémoire individuelle est, bien entendu, en partie déterminée par des cadres sociaux, elle ne se réduit pas à la mémoire collective. S'il arrive que la mémoire collective «englobe» les mémoires individuelles, dit Maurice Halbwachs, elle ne se confond pas avec elles⁹.

Derrière le Mur, l'Union Européenne

On comprend sans peine l'importance symbolique que revêtait cet événement pour les dirigeants français et allemands, obnubilés par la réconciliation entre leurs deux pays et désireux de rapprocher le couple Merkel-Sarkozy. Mais que représentait-il pour les élites politiques polonaises ou tchèques, pour les populations hongroises ou Est-allemandes? Chaque pays a sa propre «référence électorale»¹⁰ en fonction de son histoire propre, servant le plus souvent de mythe fondateur du processus démocratique. Le regard Ouest-européen sur la fin du communisme a laissé dans l'invisibilité des épisodes historiques majeurs de la période, à l'instar par exemple de la réconciliation germano-polonaise scellée par la rencontre entre Kohl et Mazowiecki en novembre 1989 ou bien des premières manifestations de la «révolution roumaine», à Timișoara, les 15 et 17 décembre, contre la mutation arbitraire d'un pasteur protestant d'origine magyare. Il a nié la possibilité d'autres chronologies de 1989 qui auraient fait davantage apparaître la contingence des événements et qui, au moins, auraient échappé à cette logique de réduction tous azimuts.

Surtout, il a imposé sa propre interprétation de 1989: passage de l'obscurité communiste à la lumière démocratique, 1989 apparaissait comme un passeport pour la «liberté», la grande abstraction célébrée à Berlin. Combien de reportages télévisés n'ont pas dramatisé ce qui s'est joué là, insistant, à force de témo-

⁸ G. Heymans, *Les «deux mémoires» de M. Bergson*, «L'année psychologique» 1912, vol. 19, n° 1.

⁹ M. Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 98.

¹⁰ M-C. Lavabre, *Usages et mésusages de la notion de mémoire*, «Critique internationale» 2000, n° 7, p. 51.

ignages et d'archives télévisées en noir et blanc, sur le contraste entre la RDA et l'Allemagne unie, comme si, en effet, les Allemands de l'Est avaient en 1989 enfin quitté leur caverne.

La pensée unique de l'événement l'érigéait en effet en symbole de la fin de la guerre froide et de toutes les frontières en Europe (politiques, militaires et mentales), de la fin du communisme et du triomphe du modèle démocratique libéral. Tout cela conduisait à envisager la trajectoire des nouvelles démocraties sur le mode unique du rattrapage. *Exit* des mémoires officielles les trajectoires ambiguës, les continuités du communisme et les frustrations générées par l'entrée fracassante des anciennes démocraties populaires dans le monde des démocraties libérales. *Exit* les populations partagées entre l'adhésion sincère et la déception et qui, entre indifférence, occultation de 1989, voire «ostalgie», ont été sommées de se souvenir, de répondre à une sorte d'injonction commémorative, amplifiée par l'enthousiasme à distance des médias occidentaux. Occultées les mémoires minoritaires, obliques, critiques de l'entrée unilatérale dans un capitalisme qui connaît à l'échelle mondiale sa transformation néo-libérale. Oubliées les utopies dissidentes et les troisièmes voies possibles pour penser, par exemple, un capitalisme à visage humain ou une démocratie sans oligarchie partisane¹¹. En 2009, l'Europe célébrait ses propres valeurs, avec un parfum de fin de l'histoire qu'on croyait définitivement passé de mode. C'est l'Union européenne que José Manuel Barroso est venu défendre à Berlin, en promouvant une histoire rétrospective de l'élargissement dans laquelle la chute du Mur apparaissait comme la première étape. L'«historiquement correct»¹² n'était pas en reste dans le discours berlinois d'Angela Merkel, qui a fait de la chute du Mur le coeur de la fin du communisme, le lieu-symbole où l'Allemagne, l'Europe et même le monde se sont à nouveau unifiés. Bien sûr, cette «mémoire» politique de 1989 est apparue sous la forme d'un récit-mosaïque: autour d'une matrice commune se sont agrégées et ramifiées des variantes nationales. Tant Jerzy Buzek¹³ que José Manuel Barroso¹⁴, à la tête d'institutions européennes, ont fait référence à leur propre expérience de citoyen non libre, le premier en Pologne communiste, le second dans le Portugal des colonels. Tout comme les chefs d'État invités à s'exprimer ont choisi d'articuler dimensions européenne et nationale. La chancelière allemande a fait référence à l'anniversaire de la Nuit de Cristal, qui

¹¹ Par exemple l'utopie de «l'anti-politique». Cf. B. Falk, *Post-Communism's First Decade: A Primer for Non-Specialists*, «Canadian Journal of Political Science» 2003, vol. 36, n°2.

¹² A. Becker, S. Audouin Rouzeau, *14-18 Retrouver la guerre*, Gallimard, Paris 2000.

¹³ *Discours à l'occasion du vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin*, 8 novembre 2009, [online] <www.ep-president.eu/view/fr/press.html>.

¹⁴ *Message vidéo du président Barroso en prélude au vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin*, 9 novembre 2009, [online] <http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/archives/2009>.

tombe également un 9 novembre, en s'adressant à ses compatriotes sous la porte de Brandebourg. Nicolas Sarkozy a évoqué la réconciliation franco-allemande, faisant implicitement écho à la focalisation de la presse française sur le Mur de Berlin, qui ne peut se comprendre qu'à travers l'histoire des relations entre la France et l'Allemagne. Affleurait donc le poids des mémoires nationales au cœur même des récits mémoriels qui se donnent à voir comme ceux de l'Europe tout entière, voire comme universels¹⁵.

Mais ces variations infimes sur un même thème ne laissaient pas transparaître le contraste entre l'hyper-célébration Ouest-européenne et le caractère éclaté, timoré, voire controversé de la célébration de 1989 dans les pays directement concernés. En République tchèque, les célébrations ont eu lieu le 17 novembre, en référence aux premières mobilisations sur la place Venceslas de Prague. En Roumanie, c'est sans surprise à Timișoara que débutèrent le 16 décembre 2009 les célébrations de la révolution roumaine. Un peu partout, la date du 9 novembre n'était qu'une date comme une autre, chacun célébrant la fin du communisme à sa manière, en fonction de sa propre histoire et sans dissimuler les ambiguïtés éventuelles que soulève cet anniversaire.

Mais on peut se demander si certains n'ont pas voulu, à travers l'affirmation ostentatoire des valeurs de la démocratie libérale, dans un contexte de crise économique et financière profonde qui frappe aujourd'hui l'Occident, provoquer une *catharsis* dans le camp des vainqueurs de la guerre froide. On comprendrait d'autant mieux pourquoi la chute du Mur a été symboliquement universalisée: plutôt que de profiter de la célébration pour établir un bilan des situations (forcément contrastées) dans les anciennes démocraties populaires, le regard s'est tourné vers les autres murs existant dans le monde, en Israël, à Chypre, etc. Personne n'a interrogé l'éventuel décalage entre les attentes nées de la chute du Mur et les réalisations effectives. La trajectoire des pays d'Europe centrale et orientale était unilatéralement envisagée comme un succès et leur démocratisation libérale, comme un acquis: on n'interrogeait plus le sens de 1989, excepté quelques-uns, rares, qui ne se font pas ou peu fait entendre¹⁶. La seule note critique énoncée par les célébrants, c'était l'existence d'autres murs en Europe et dans le monde qu'il s'agit de détruire en suivant l'exemple berlinois. Cette universalisation symbolique du Mur de Berlin éloignait encore davantage le discours de la célébra-

¹⁵ Les gouvernements de l'Ouest n'ont pas le monopole en la matière: leurs homologues Est-européens ont aussi cherché à imposer leur vision propre de cette histoire. À titre d'exemple, le film «pédagogique» distribué dans les ambassades polonaises sur la chute du communisme n'oublie aucun pèlerinage du pape Jean-Paul II sur sa terre natale, évoque même l'attentat commis contre ce dernier en 1981, autant d'éléments présentés comme explicatifs de l'effondrement du communisme. La *perestroïka* de Gorbatchev est, elle, passée sous silence...

¹⁶ Par ex, S. Žižek, *Derrière le Mur, les peuples ne rêvaient pas de capitalisme*, «Le Monde», 8-9 novembre 2009; C. Fourest, *Un mur après l'autre*, «Le Monde», 7 novembre 2009.

tion de la réalité qu'il désigne, la chute du Mur de Berlin précédant l'inéluctable chute de tous les murs de séparation, comme si ce qui s'était joué à Berlin annonçait l'inexorable avancée du progrès démocratique. Et au mépris d'un paradoxe pourtant évident: n'est-ce pas en effet ce même modèle occidental qui était célébré par la chute du Mur dont la protection jalouse suscite ici et là (entre les États-Unis et le Mexique, à Ceuta et Mellila, etc.) l'érection de nouveaux «murs de la honte»?

2. 1989 dans la Pologne de 2009

Surprenant jeu d'échelle. Si l'on «descend» au niveau d'un seul pays de l'Europe centrale et orientale, c'est un tout autre tableau commémoratif qui apparaît. Alors que la partie occidentale de l'Union européenne célèbre d'une seule voix l'anniversaire de l'effondrement du communisme, c'est un tout autre qui se joue à l'Est. En Pologne en particulier, c'est sur fond de compétition politique au sein de la droite que se sont déroulées les commémorations de la Table ronde et des premières élections libres.

L'anniversaire du Président Kaczyński

Le 1^{er} avril 2009, sur le site de la chancellerie présidentielle à Varsovie, on annonçait que les samedi et dimanche 4 et 5 avril suivants, «à l'occasion du vingtième anniversaire de la signature des accords de la Table ronde, le 5 avril 1989, le meuble historique de la Table ronde, autour de laquelle l'opposition démocratique a lutté pour que les Polonais obtiennent le droit à des élections libres, et grâce à laquelle on a constitué le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki, serait exposé dans la 'salle de la colonne'. L'entrée dans le palais présidentiel est ouverte de 11 à 17h00 par l'entrée de l'hôtel Bristol sur présentation d'une pièce d'identité».

A priori, rien d'anormal: le président Lech Kaczyński, d'obédience conservatrice, ancien membre de l'opposition démocratique et ancien participant à la Table ronde, se préparait à célébrer avec le pays l'événement majeur de l'année 1989 grâce auquel la Pologne s'était engagé dans un processus irréversible de réformes démocratiques. L'exposition publique du meuble historique, trace matérielle de l'événement – la Table ronde s'était réunie de mars à avril 1989 – érigé en métonymie de l'effondrement du communisme, cadrerait parfaitement avec le projet de commémorer en Pologne la fin du communisme, à la façon dont d'autres pays postcommunistes mais aussi Ouest-européens le faisaient.

Et d'ailleurs, les célébrations en Pologne n'ont pas manqué, à l'initiative du gouvernement, du palais présidentiel lui-même ou bien de réseaux d'anciens dissidents, etc.

Pourtant, la contribution présidentielle à l'anniversaire de 1989, si l'on y regarde de plus près, apparaissait sous un tout autre visage. Certaines de ses caractéristiques ne laissaient pas d'étonner:

Une discrétion revendiquée, d'abord, discrétion qui est tout de suite interprétée comme une stratégie politique de présence/absence: l'absence du Président à certaines commémorations officielles (notamment à l'occasion du 20ème anniversaire des élections du 4 juin 1989 au Parlement) devenait plus remarquable que la célébration elle-même.

Une dissonance savamment entretenue, ensuite, du geste et du discours commémoratif, par rapport aux autres «célébrants». Certes, contraint pour des raisons statutaires (il est alors le Président de la Pologne et doit tout de même personnifier l'unité nationale) et biographiques (il a lui-même participé à la Table ronde, comme son frère Jarosław, ainsi qu'aux négociations secrètes de Magdalena, qui se sont déroulées tout au long de la Table ronde et au cours desquelles plusieurs décisions décisives ont été prises), le président ne pouvait rester en marge des célébrations. Mais il a mobilisé des formes hétérodoxes. L'exemple le plus intéressant est cette «conférence-critique» qu'il a organisée au Palais présidentiel le 6 février, à l'occasion de l'ouverture des débats de la Table ronde: plutôt que d'égrener les hommages politiques, il en a fait un lieu de discussion et de débat entre historiens, sur le bien-fondé et la nature des acquis de la Table ronde, prenant ses distances avec un discours exclusivement mélioratif sur cet événement. Dans une tribune qu'il fait paraître dans la presse, il écrit: «Ce qui a précédé la Table ronde et ce qui lui a succédé ne peuvent être appréciés de façon totalement positive ou de façon au contraire totalement négative. Il est vrai que la Table ronde a permis de transformer la Pologne politiquement et économiquement [...] mais il est vrai aussi que nombre de pathologies de notre jeune République – des négligences de notre mémoire collective et de notre conscience nationale jusqu'aux structures mortifères qui prospèrent à la jonction de la politique et de l'économie – trouvent leur origine dans la sauvegarde obstinée des accords conclus lors de la Table ronde»¹⁷.

En outre, il a proposé une hiérarchisation hétérodoxe des événements pertinents pour la mémoire collective, cherchant à minimiser la dimension légendaire de la Table ronde et mettant en avant d'autres événements. Parmi ceux-ci, les élections de juin 1989 auraient marqué, pour lui, la fin réelle de la période communiste et c'est même devant une affiche célèbre de la campagne de Solidarité qu'il fera son discours d'ouverture de la conférence sur la Table

¹⁷ L. Kaczyński, «Super Express», 3 février 2009.

ronde!¹⁸ Surtout, il a célébré des événements qui n'ont pas eu lieu seulement en 1989: la première venue du Pape Jean-Paul II en Pologne en tant que pape en juin 1979 (auquel il rendra hommage le 6 juin 2009) et en tout premier lieu les événements d'août 1980 à Gdansk et la création du mouvement Solidarité. C'est d'ailleurs à Gdansk, dans ce bastion du syndicat, qu'il prononcera son principal discours commémoratif le 4 juin 2009, en rappelant la contribution des ouvriers de Gdansk à la fin du régime communiste en Pologne, de façon à se démarquer des élites réputées s'être entendues avec les communistes sur le dos des Polonais.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas abusif de considérer la geste commémorative du président Kaczyński comme relevant d'un usage stratégique dans le cadre de la compétition politique. Les cérémonies intervenaient dans le cadre d'une lutte pour le leadership sur la droite polonaise, aggravée par le contexte de cohabitation entre deux partis politiques à la tête de l'exécutif et la proximité des élections européennes: l'anniversaire a eu lieu le 4 juin et des élections européennes ont été organisées le 7! Mais cette politisation du passé n'était pas propre à Kaczyński: le Premier ministre Donald Tusk a lui aussi choisi de commémorer l'anniversaire de son côté, en réunissant à Cracovie, le 4 juin 2009, ses homologues du pacte de Višegrad.

Reste que l'ensemble des acteurs politiques intéressés par cette lutte étaient incités à se démarquer sur la plupart des enjeux de la compétition politique, y compris autour d'enjeux «mémoriels».

Cela conduit à poser deux questions: comment expliquer le relatif succès d'un discours critique de 1989 dans l'espace politique, au point qu'un président de la République puisse ainsi le mobiliser vingt ans après? Comment expliquer que le passé – et que ce passé-là en particulier – soit devenu, au même titre que la politique économique ou la politique sociale, un enjeu de la lutte politique ordinaire? Ces deux questions se confondent en une seule: comment comprendre que la mobilisation d'une critique de la Table ronde soit devenue politiquement rentable?

L'hypothèse principale qui sera développée ici reprend sous forme résumée une analyse développée et publiée ailleurs par Cédric Pellen et moi-même¹⁹. Il s'agit de comprendre le succès de ce discours (sa diffusion, son institutionnalisation) en analysant comment il est devenu un élément clé de l'offre politique

¹⁸ Ce qui d'ailleurs rapprochait le président Kaczyński de la vérité historique, dans la mesure où l'accélération du processus de changement de régime a eu lieu après les élections de juin.

¹⁹ J. Heurtaux, C. Pellen, *Pologne. La Table ronde, un meuble politiquement encombrant*, (in: J. Heurtaux, C. Pellen (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe...*

d'un des principaux partis polonais, le PiS entre sa création en 2001 et son arrivée au pouvoir en 2005. Pour cela, il importe de rappeler comment s'est d'abord imposé dans le champ politique polonais une vision méliorative de 1989; puis de montrer comment le PiS a suivi une trajectoire de radicalisation de son discours historique dans un contexte de transformation radicale du champ politique. D'insister, enfin, sur les conditions sociales, politiques et intellectuelles qui ont rendu possible cette «carrière de radicalisation».

Les conditions d'émergence et de félicité politique d'un mythe fondateur

Ce qu'on appelle communément «le changement de régime» en Pologne a pris la forme d'un processus complexe que l'on peut faire remonter au moins en 1980 mais qui a connu une accélération entre l'été 1988 et l'automne 1989, période notamment marquée par l'organisation de négociations entre les représentants du Parti et les représentants de Solidarité, qui ont culminé lors de ce qu'on a appelé, par un raccourci saisissant, la «Table ronde».

Cette Table ronde a débouché sur des accords et notamment la légalisation du syndicat d'opposition obtenue en échange d'une participation à des élections dites semi-libres, grâce auxquelles le pouvoir cherchait à neutraliser l'opposition en la cooptant. Les élections se sont soldées par une victoire nette de Solidarité, accélérant davantage le processus: à la fin de l'été, un premier gouvernement non-communiste était désigné par le parlement et dans les mois qui ont suivi, le processus de libéralisation de l'économie polonaise était engagé (12 octobre), le rôle dirigeant du Parti communiste aboli et la République de Pologne perdait officiellement sa qualification de «Populaire» (29 décembre).

Au cours des années suivantes, la Table ronde, ainsi que les élections de juin, ont progressivement acquis le statut de mythe fondateur des transformations polonaises. Pour nombre d'observateurs, la «démocratisation à l'amiable» ou «transition négociée» est devenue un modèle positif de changement de régime.

Certes, cette lecture méliorative de la Table ronde n'a jamais été monopolistique dans le champ politique polonais. Dès le début de la IIIe République, des interprétations concurrentes, dénonçant les modalités du changement de régime, ont en effet été développées par des acteurs de tous bords. Lech Wałęsa lui-même s'est imposé à la tête du pouvoir en 1990 sur la base d'un discours critique à l'égard des «intellectuels» qui ont négocié lors de la Table ronde, mais sans transformer radicalement le référentiel dominant. Certaines figures de la droite radicale (Jan Olszewski, Antoni Macierewicz) ont également tenté d'indexer leur politique à une remise en cause des élites de la Table ronde.

Il est inutile de revenir ici sur les raisons et les modalités de leur marginalisation au cours des années 1990, sinon pour évoquer les principaux facteurs expliquant la consolidation du discours dominant. Nul doute que le soutien d'une grande partie des univers intellectuel et médiatique, qui entretiennent alors des relations très étroites avec les milieux politiques (issus ou non de l'opposition au régime communiste), a joué un rôle significatif, ne serait-ce à travers le quotidien *Gazeta Wyborcza* qui soutient la politique du «gros trait» tiré par Tadeusz Mazowiecki dans son discours de politique générale en septembre 1989 et cette espèce «d'amnistie implicite» légitimant la présence d'anciens communistes dans le jeu politique. A quoi il faut ajouter le désintérêt relatif pour le passé, d'élites davantage tournées vers le présent et l'avenir, l'accomplissement des réformes et l'avenir radieux d'une démocratie libérale consolidée: toutes ou presque ont intériorisé les catégories de la science des transitions démocratiques et toutes ou presque, faut-il le rappeler, «doivent» à la Table ronde leur présence parmi le personnel politique. En conséquence, la dénonciation des accords de la Table ronde apparaissait bien trop coûteuse et marginalisante, dans la mesure où le jeu politique était dominé par un personnel politique qui devait sa légitimité aux accords de la Table ronde et au compromis passé avec les anciens communistes.

Cela n'empêche pas bien sûr que les jeux politiques s'ordonnent autour d'un clivage entre anciens communistes et anciens de Solidarité: mais les partis post-communistes sont alors suffisamment forts pour empêcher que les critiques qui leur sont portées ne soient un procès en légitimité. La critique de 1989, trop clivante, est reléguée dans la radicalité et c'est au nom du compromis de 1989 que les tentatives d'unification de la droite sont menées pendant cette période.

Comment la critique de 1989 est devenue politiquement rentable

S'ils n'ont été récemment formulés, les discours critiques ont acquis une visibilité croissante ces dix dernières années, particulièrement depuis 2005 et la double victoire du parti Droit et justice (PiS) aux élections législatives et présidentielles²⁰.

Quelques remarques, d'abord, sur l'interprétation courante du succès des critiques de la Table ronde. Elles sont en général interprétées par les observateurs de la vie politique polonaise comme un symptôme du «désenchantement démo-

²⁰ Le PiS remporte d'une courte tête les élections législatives du 25 septembre 2005 devant Plateforme Civique (PO) en réunissant 26,99% des électeurs. Quelques semaines plus tard, Lech Kaczyński (PiS) remporte le second tour de l'élection présidentielle contre Donald Tusk (PO) avec 54% des scrutins exprimés.

cratique», ou de la «fatigue démocratique» d'une frange croissante de la société polonaise. Déçue par le fonctionnement du régime démocratique, frustrée de ne pas bénéficier davantage des fruits de la croissance économique et excédée par la multiplication des scandales politico-financiers, une partie de la population, essentiellement issue des classes populaires, aurait en effet tendance à se détourner des élites démocratiques traditionnelles pour se laisser séduire par des offres politiques radicales appelant à une rupture avec l'ordre politique fondé sur la modération mis en place après 1989.

Ces analyses ne sont pas entièrement satisfaisantes, pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'elles trahissent des penchants élitistes consistant à disqualifier systématiquement toute forme de radicalité politique en l'expliquant par la frustration ou l'obscurantisme; ensuite, car en réduisant au statut de symptôme d'une pathologie du postcommunisme (le «désenchantement démocratique») la percée d'organisations porteuses d'une remise en cause du pacte fondateur de 1989, elles tendent à reléguer dans le registre de l'anormalité politique, voire de l'anomalie, ce phénomène. Enfin surtout, elles laissent dans l'ombre la réalité des mécanismes complexes de mobilisation et de représentation politique: un discours politique, quel qu'il soit, n'est jamais la simple traduction articulée d'une attente populaire, ce qui serait supposer l'existence d'une «mémoire collective populaire de 1989». Maurice Halbwachs a bien montré, d'ailleurs, qu'une mémoire collective à l'échelle d'une nation est improbable car tous les membres de cette nation ne sont pas également intéressés à celle-ci. Mais elle n'est jamais non plus une simple construction élaborée dans un univers entièrement autonome.

Il est plus intéressant de comprendre la manière dont concrètement, en interaction avec les autres groupements politiques et dans un contexte particulier, certaines forces politiques ont construit ces stratégies de réinterprétation symbolique de l'événement 1989 et se sont attachées à les légitimer, avec un succès relatif à partir des années 2000. Il s'agit ici de resituer ces stratégies critiques dans le cadre des transformations du champ politique polonais au tournant des années 2000 pour tenter de comprendre comment la critique de la Table ronde est devenue rentable politiquement. Plusieurs entreprises politiques développent un discours de ce genre, à l'instar de la Ligue des familles polonaises (LPR) ou encore Samoobrona. Mais l'examen de la genèse et de l'affirmation de ce discours par le PiS semble plus révélateur de ces évolutions. L'offre politique de la formation des frères Kaczyński s'articule en effet autour d'une remise en cause du «pacte entre élites» de 1989. Favorable à la «lustration», c'est-à-dire à la décommunisation de l'Etat, le programme du PiS prône la mise en place d'une IVe République libérée de la compromission initiale que constituerait la Table ronde.

L'hypothèse principale est la suivante: la critique de la Table ronde, loin d'être une propriété immédiate du discours du PiS, émerge au cours de ce qui

s'apparente à un processus de radicalisation d'une partie du personnel politique qui va créer PiS en 2001 puis le diriger dans les années suivantes, une «carrière de radicalisation» entre 2001 et 2005, processus rendu qui peut être découpé en deux périodes.

Dans un premier temps (2001–2003), le PiS apparaît en 2001 quelques mois avant des élections parlementaires dont tous les sondages prévoient la victoire de la gauche postcommuniste suite à l'échec du gouvernement de Jerzy Buzek, autour de l'Action électorale de Solidarité (AWS). Les frères Kaczyński et quelques autres cherchent à se distinguer de cet échec en créant une nouvelle marque politique, PiS et en capitalisant la popularité de Lech, acquise comme ministre de la Justice. La victoire nette de la gauche, qui étend sa domination sur le jeu politique (outre la victoire nette de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) aux élections parlementaires en 2001, il y avait eu la réélection d'Aleksander Kwaśniewski à la présidence de la République en 2000) est propice à une reconfiguration de la droite polonaise. Les nouvelles organisations de droite (outre PiS, apparaît également Plateforme civique (PO) fondent leur offre de représentation sur le thème de la virginité politique, soit en recourant à des thématiques relativement nouvelles, comme la lutte anti-corruption, soit en promouvant de nouvelles manières de faire de la politique (PO) soit encore à en encourageant la mise en avant de nouveaux types de clivages politiques.

Dans un second temps (2001–2005), la crise des gouvernements SLD entre 2001 et 2005 sur fond de scandales de corruption (notamment l'affaire Rywin) et la certitude qui se développe progressivement d'une victoire possible puis évidente de la droite aux prochaines élections parlementaires (l'histoire se répète dans le sens inverse), nourrit la compétition entre les deux principales organisations prétendant incarner l'alternance (PiS et PO), qui se lancent alors dans une dynamique concurrentielle de surenchère des offres partisans. C'est dans ce contexte que le PiS entre alors véritablement dans un processus de «radicalisation morale»²¹, exploitant de façon inflationniste une critique de la Table ronde sur laquelle se fonde un projet de décommunisation radicale de la société polonaise, condition d'un assainissement des maux dont souffrirait celle-ci, à commencer par la corruption. Jusqu'ici mobilisées uniquement par des acteurs marginaux dans le champ politique, les critiques des modalités du changement de régime sont donc progressivement réinvesties et mises en cohérence par le PiS dans le cadre de la lutte pour le leadership de la droite qui l'oppose à PO.

Les conservateurs du PiS revendiquent un sursaut éthique fondé sur les valeurs portées par l'Eglise. C'est «une Pologne catholique dans une Europe

²¹ J-L. Briquet, «Radicalisation morale» et crise de la Première République Italienne, (in:) A. Collovald, B. Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes – Sur la radicalisation politique*, La dispute, Paris 2006.

chrétienne» qu'ils souhaitent fonder: «nous croyons à la renaissance du sentiment d'appartenance à la communauté, à l'esprit de solidarité sociale, à l'amour chrétien du prochain. Nous croyons que les Polonais approuveront nos idées, qu'ils voudront préserver cet héritage spirituel qui a pour nom la Pologne»²².

Cette profession de foi nationale-catholique emprunte à un lexique politique ancien issu de traditions variées. La mobilisation des thèmes de l'assainissement et du renouveau est empruntée aux mouvements patriotiques et nationalistes et à la tradition de la *sanacja*²³ de l'entre-deux-guerres. Elle s'accompagne de la dénonciation de la figure du traître, qui remonte elle à la fin du XVIIIème siècle²⁴ et que symbolise la critique des *układ*, terme qui désigne à la fois les groupes d'intérêts et des réseaux politico-affairistes supposés capables de trahir l'intérêt général et la raison d'Etat (*racja stanu*) au bénéfice de leurs propres intérêts. L'*układ* le plus détesté est, bien entendu, dans la rhétorique du PiS, celui qu'ont formé en 1988 et 1989 les leaders des deux camps de la Table ronde qui se sont réunis en toute discrétion dans le village de Magdalenka, près de Varsovie, pour déterminer à l'avance le contenu des discussions de la Table ronde. Dans l'imaginaire conservateur, Magdalenka fait figure de mythe négatif démonétisant la valeur de la Table ronde et incarnant la continuité avec le communisme.

Des conditions de possibilité

Ces discours ne sont pas produits *ex nihilo* par les acteurs politiques et la radicalisation de l'offre politique du PiS n'est pas un effet mécanique des mécanismes de la compétition politique.

En fait, les discours politiques du PiS n'auraient sans doute pas le même succès s'ils n'empruntaient et tout à la fois renforçaient des matériaux cognitifs, des représentations et des idées défendues par d'autres acteurs que les seuls acteurs politiques. Ainsi, le discours du PiS rejoint-il l'analyse d'un certain nombre d'intellectuels aux orientations diverses mais qui considèrent nécessaire une réorientation du processus de transformation polonaise²⁵. Des philosophes com-

²² Droit et justice, *Polska katolicka w chrześcijańskiej Europie*, Varsovie 2005.

²³ Nom donné au régime d'«assainissement moral» prôné par le maréchal Piłsudski et ses successeurs entre 1926 et 1939.

²⁴ Il s'agit d'une référence récurrente dans les débats politiques Polonais à la confédération de Targovie, association de nobles polonais et lithuaniens encouragés par Catherine II de Russie, qui s'est opposée à la Constitution du 3 mai 1791, symbole de l'unité Polonaise et qui a précipité le deuxième partage de la Pologne en 1792.

²⁵ J. Heurtaux, *Pologne. Le postcommunisme en procès. Le renouveau du conservatisme catholique*, «La vie des idées», juin 2006, n° 13.

me Zdzisław Krasnodębski, des sociologues comme Jadwiga Staniszkis, publient des livres à succès, conseillent certains leaders politiques. Parmi les cibles de ces intellectuels, la Table ronde de 1989 et les idées politiques portées par les artisans du compromis avec les communistes, à commencer par les valeurs libérales²⁶. Le regain de vigueur du conservatisme dans le monde intellectuel doit donc être pris en compte. De la même façon, les transformations de l'offre journalistique, l'apparition de nouveaux médias entretenant un rapport moins passionné avec l'intelligentsia issue de l'opposition démocratique, rendent propice la diffusion de visions iconoclastes de 1989.

Mais, au-delà des évolutions intellectuelles, il faudrait certainement tenir compte de l'émergence d'enjeux politiques qui, s'ils émergent, dans un premier temps, de façon relativement autonome par rapport aux débats sur le passé, se retrouvent articulés à ceux-ci par certains acteurs. Je pense ici au processus de politisation de la corruption au tournant des années 2000, qui va contribuer à installer l'idée d'une corruption des élites, susciter l'inscription à l'agenda public de la lutte anti-corruption et autoriser des usages politiques et partisans de cette lutte dans la compétition politique elle-même. Les leaders du PiS, en particulier, n'auront aucun mal à articuler dans un même discours, en jouant sur la confusion entre communiste et corrompu, lutte anti-corruption et décommunisation de l'Etat, moralisation et lustration des anciens communistes.

Conclusion

En donnant à la critique de 1989 ses lettres de noblesse politique, le PiS a cherché, avec une certaine réussite, à imposer un nouveau clivage dans le champ politique. On a analysé ce processus comme une tentative de requalification, voire de subversion, des règles de légitimation qui s'étaient imposées comme dominantes dans le champ politique polonais. Le PiS a fortement contribué à faire émerger un nouveau clivage structurant, opposant ceux qui se réclament de la Table ronde et ceux qui disqualifient cette ressource, ce en faisant oublier la participation des frères Kaczyński eux-mêmes à la Table ronde. Cette évolution atteste de l'épuisement des profits symboliques à mobiliser politiquement le clivage anciens communistes/ anciens de Solidarité, *summa divisio* du jeu politique fondée sur la légitimation réciproque des deux camps de la Table ronde et de leur prétention à concourir à la lutte pour le pouvoir. Reste que ce proces-

²⁶ Notamment B. Wildstein, *Dekomunizacja, której nie było*, Ośrodek Myśli Politycznej, Księgarnia Akademicka, Kraków 2000; Z. Krasnodębski, *Demokracja Peryferii, Słowo/obraz terytoria*, Gdańsk 2003; E. Mokrzycki, A. Rychard, A. Zybertowicz (red.), *Utracona dynamika? O niedojrzałości polskiej demokracji*, IFIS-PAN, Warszawa 2000; J. Staniszkis, *Postcommunism. The Emerging Enigma*, ISP-PAN, Warszawa 1999.

sus, on le voit bien, n'est pas linéaire et son aboutissement provisoire n'est pas irréversible. Rien ne permet d'affirmer que le clivage que l'on a mis en évidence est promis à se perpétuer. Il est néanmoins indubitable qu'une certaine lecture du passé récent, fondée sur une vision méliorative de 1989 et agençant en fonction de celle-ci les représentations du présent et du futur, se trouve, vingt ans après 1989, passablement marginalisée comme narration politique légitime.

La propension des acteurs politiques à politiser l'histoire récente de 1989 et la persistance de désaccords majeurs à son propos, s'expliquent principalement par le fait que c'est la légitimité des uns et des autres elle-même qui en dépend. L'écriture de 1989 n'est pas seulement un enjeu de récit historique ou mémoriel (au sens de formulation d'un mythe collectif): elle est ici directement un enjeu politique, de légitimation du personnel politique: bref, elle renvoie à la fixation des règles du jeu politique elles-mêmes. On aura compris, à travers cette singularité polonaise tout en contraste avec les modes de célébration ouest-européenne de 1989 en 2009, combien le rapport au passé n'est pas qu'une question de distance historique ou de maturité démocratique: il s'inscrit dans un paysage politique spécifique et en retranscrit les nuances et les excès, réceptacle hétéronome d'une vie démocratique tendue.